

# Au Sahel, des armes serbes dernier cri entre les mains de l'État islamique

[Amnesty International](#) | jeudi 26 août 2021

**Des fusils serbes ont été identifiés parmi les armes utilisées par des groupes armés, dont certains sont affiliés à l'État islamique au Sahel. Selon l'enquête d'Amnesty International, certains fusils font même partie des modèles les plus récents et correspondent à des ventes d'armes par Belgrade au gouvernement burkinabé.**



**Adnane Abou Walid al-Sahraoui, chef de l'État islamique dans le Grand Sahara.**  
(Capture d'écran)

Des experts en armements d'Amnesty International ont identifié des armes de fabrication serbe dans des vidéos publiées par des groupes armés opérant dans le Sahel, notamment un groupe affilié à l'État islamique qui a revendiqué la mort de centaines de civils. Les nouveaux fusils, certains étant les modèles les plus récents qui existent, correspondent à des transactions entre la Serbie et le Burkina Faso, ce qui laisse à penser que ces armes ont été vendues récemment au gouvernement burkinabé avant de tomber entre les mains de groupes armés. L'analyse effectuée par Amnesty International des données relatives aux transactions commerciales montre aussi que la République tchèque, la France et la Slovaquie exportent de grandes quantités d'armes légères et de petit calibre aux gouvernements du Sahel depuis que cette région est le théâtre d'un conflit généralisé.

Amnesty International a recueilli et analysé plus de 400 contenus numériques en provenance du Burkina Faso et du Mali, dont des photos et des vidéos authentifiées, publiées sur les réseaux sociaux par des membres de groupes armés entre janvier 2018 et mai 2021. Ces images montrent des stocks d'armes, ainsi que des fusils entre les mains des combattants de divers groupes armés dont l'EIGS, le GSIM, Dozos, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), les Koglweogo et Dan au Ambassagou, à la fois au Mali et au Burkina Faso.

Si la Serbie avait mené une réelle évaluation des risques, elle aurait conclu que les ventes d'armes au Burkina Faso risquaient fort de contribuer à des violations des droits humains.

Si la plupart des armes visibles sont des Kalachnikovs héritées de l'ère soviétique, datant de plusieurs décennies, Amnesty International a identifié douze cas où les combattants avaient des armes plus récentes, fabriquées par l'entreprise serbe Zastava - notamment des mitrailleuses lourdes M02 Coyote et des fusils-mitrailleurs M92 et M05, dont les modèles dernier cri M05E3, qui n'étaient pas disponibles avant le début des combats dans le nord du Mali en 2011.

S'il s'est avéré impossible de retracer précisément la chaîne de responsabilité, il est fort probable que ces armes aient été détournées vers des groupes armés, soit par des canaux illicites, soit par des prises sur les sites des affrontements.

Entre 2015 et 2020, la Serbie a indiqué dans ses rapports annuels au Traité sur le commerce des armes (TCA) avoir transféré au total 20 811 fusils et carabines, 4000 fusils d'assaut, 600 revolvers et pistolets à chargement automatique, et 290 mitrailleuses au Burkina Faso.

Le TCA exige des États parties qu'ils évaluent le risque de détournement des armes couvertes par le Traité, particulièrement les armes légères et de petit calibre, qui sont faciles à cacher et transporter. S'il existe un risque considérable que celles-ci soient détournées vers des utilisateurs finaux qui s'en serviront pour commettre ou favoriser des violations des droits humains, les exportations ne doivent pas être autorisées.

« En 2020, lorsque la Serbie a effectué son dernier transfert d'armes déclaré vers le Burkina Faso, les violences entre les groupes armés étaient déjà constatées. Si la Serbie avait mené une réelle évaluation des risques, elle aurait conclu que les ventes d'armes au Burkina Faso risquaient fort de contribuer à des violations des droits humains », a déclaré Patrick Wilcken, responsable du programme Entreprises, sécurité et droits humains à Amnesty International.

## Autres armes européennes

D'après les données officielles du rapport annuel de l'Union européenne, depuis 2013, les États-membres de l'UE ont accordé 506 licences pour des équipements militaires, pour un montant de 205 millions d'euros, au Mali et au Burkina Faso.

La Slovaquie a indiqué avoir livré au Mali 1000 armes d'assaut, 2460 fusils et carabines, 550 mitrailleuses, 680 pistolets et revolvers, et 750 pistolets-mitrailleurs. La République tchèque a indiqué avoir livré au Burkina Faso 3500 fusils d'assaut et 10 pistolets-mitrailleurs, et la France a livré au Mali 1164 pistolets et revolvers à chargement automatique, 4 fusils et carabines, ainsi que 13 véhicules blindés de combat.

« Les armes serbes que nous avons identifiées prouvent une nouvelle fois que les armements vendus à des gouvernements de la région du Sahel risquent de tomber entre les mains de groupes armés violents et d'alimenter un conflit qui ne cesse de s'aggraver », a déclaré Patrick Wilcken. « Les États exportateurs doivent adopter des garanties strictes afin d'empêcher que des armes ne soient détournées vers des groupes armés ou ne servent à commettre des violations des droits humains imputables à des forces armées. Si de telles garanties ne peuvent être mises en place, les transferts ne doivent pas avoir lieu. »

Depuis 2011, le Mali est confronté à une insurrection menée par divers groupes armés, parmi lesquels l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al Qaïda. Le conflit a gagné le Burkina Faso et le Niger. Les groupes armés mènent de multiples attaques contre les civils et la région sombre rapidement dans une crise humanitaire, avec plus d'un million de personnes déplacée. La Serbie, la République tchèque, la France et la Slovaquie ont toutes ratifié le TCA qui interdit tout transfert d'armes s'il existe un risque qu'elles servent à commettre ou

faciliter des violations des droits humains.